

# Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1058 le 6 janvier 2019

*Dans ce numéro*

**Mort de plusieurs terroristes présumés dans une opération antiterroriste à Sidi Bouzid, en Tunisie...**

*(Page 2)*

**L'état d'urgence décrété dans plusieurs provinces du Burkina Faso afin de lutter contre les djihadistes...**

*(Page 3)*

**En Russie, arrestation d'un ressortissant américain accusé d'espionnage...**

*(Page 4)*

**La Corée du Nord aurait récemment procédé au test d'un système de guidage pour missile balistique...**

*(Page 5)*

**Au lendemain des élections, le gouvernement de RDC bloque l'accès à internet...**

*(Page 6)*

**Les données personnelles de centaines de personnalités allemandes piratées...**

*(Page 7)*

## **FORMULATION D'ARTICLE**

*– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.*

**Un Sud-Africain et deux Tanzaniens feraient partie des responsables shabaab mozambicains...**

Des procureurs du Mozambique ont affirmé lundi qu'un Sud-Africain et deux Tanzaniens faisaient partie des cinq responsables du groupe islamiste armé qui répand la terreur dans le nord du pays, assurant que son but était de créer un État indépendant. Depuis un an, des militants islamistes qui prêchent l'application pure et dure du Coran, sèment la terreur dans le Cabo Delgado, province du nord du Mozambique riche en ressources gazières et à majorité musulmane. En un an, ces jeunes musulmans fondamentalistes surnommés shabaab ont fait au moins une centaine de morts. À chacun de leurs coups de main, le même scénario se répète : des hommes armés sortent de la forêt et fondent sur un village où ils tuent, parfois en décapitant, pillent et incendient à tour de bras. Près de 200 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe sont actuellement jugées à Pemba, chef-lieu du Cabo Delgado. Parmi elles, figurent des Tanzaniens, des Somaliens, des Burundais et des ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC). Tous les suspects, à l'exception du Sud-Africain, ont avoué que le groupe cherchait à créer de l'instabilité pour empêcher l'exploitation gazière, et à terme créer un État indépendant constitué par des districts de la région de Cabo Delgado et des régions du sud de la Tanzanie, selon un document de l'accusation rendu public lundi. Parmi les étrangers, un Sud-Africain a été identifié comme Andre Mayer Hanekom, 60 ans, surnommé affectueusement « baba mzungu » (père blanc) par ses complices. Il avait été blessé par balle lors de son arrestation en août. Selon l'accusation, Hanekom était responsable de la logistique du groupe, y compris de la solde versée à ses membres, environ 140 euros par mois. Le président mozambicain Filipe Nyusi a répété à de nombreuses reprises sa détermination à neutraliser les islamistes actifs dans la région. Cette rébellion inquiète les autorités de Maputo et de grands groupes pétroliers tels que Exxon, Anadarko et ENI, qui ont commencé à s'installer dans le Cabo Delgado pour y exploiter des gisements de gaz off-shore très prometteurs.

*(Africa N°1, le 01-01-2019)*

**À Mogadiscio, des tirs d'obus de mortier contre une base de l'ONU revendiqués par Al-Shabaab...**

Trois personnes ont été blessées mardi lorsque des obus de mortier se sont abattus sur la principale base de l'ONU à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, a annoncé l'ONU. « Sept obus de mortier sont tombés cet après-midi à l'intérieur de l'enceinte de la base, blessant deux membres du personnel de l'ONU et un intervenant extérieur, a indiqué l'ONU dans un communiqué. Aucune des blessures ne menace la vie des personnes atteintes a-t-elle précisé. Le groupe islamiste Al-Shabaab, affilié à Al-Qaïda, a revendiqué l'attaque. Al-Shabaab mène une lutte armée pour tenter de renverser le gouvernement somalien soutenu par la communauté internationale.

*(Africa N°1, le 02-01-2019)*

### **Mort de plusieurs terroristes présumés dans une opération antiterroriste à Sidi Bouzid, en Tunisie...**

En Tunisie, le terrorisme fait de nouveau la une de l'actualité. Dans la région de Sidi Bouzid, deux terroristes se sont fait exploser. Une opération antiterroriste serait d'ailleurs toujours en cours, lancée à l'aube dans une maison de Jelma. Plusieurs terroristes y sont retranchés, selon les autorités. Après plusieurs échanges de tirs, deux individus ont déclenché leurs charges explosives blessant un policier. La presse tunisienne affirme ce matin que trois autres terroristes ont été abattus par balles, mais rien d'officiel. Dans une déclaration à la radio *Mosaïque FM*, le porte-parole du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme a dévoilé l'identité d'un des terroristes qui s'est fait exploser. Ezzedine Aloui est un des fondateurs du groupe Jound Al-Khilafa, un groupuscule affilié à Daesh depuis 2014. Il a quitté ce groupe et s'est rendu à Sidi Bouzid où il a recruté plusieurs personnes au sein d'une nouvelle cellule terroriste, Katiba du djihad et de l'unicité. Ses membres avaient pour mission d'attaquer des agents de sécurité. Plusieurs mandats de dépôt étaient émis contre eux.

*(Médi-1, le 03-01-2019)*

### **Assassinat de deux touristes scandinaves au Maroc : quinze suspects présentés à un juge d'instruction...**

Au Maroc, le parquet de Rabat a présenté hier au juge d'instruction antiterroriste quinze personnes soupçonnées d'être liées au meurtre de deux jeunes randonneuses scandinaves dans le sud du pays. Une annonce qui a été faite par le procureur général de Rabat.

*(Deutsche Welle, le 31-12-2018)*

### **Un important port de pêche du lac Tchad aux mains du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...**

L'armée nigériane est sur le point de lancer une offensive pour reprendre la ville stratégique de Baga aux djihadistes de Boko Haram, a-t-on appris lundi de sources militaires et de sécurité. Des combattants du groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), une faction de Boko Haram affiliée à l'État islamique, ont pris le contrôle jeudi de Baga, un important port de pêche sur le lac Tchad, après avoir pris d'assaut deux bases de l'armée nigériane et de la Force multinationale mixte (MNJTF) qui accueille des unités du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun. Des dizaines de véhicules militaires venus de la capitale régionale Maïduguri sont entrés dimanche soir à Monguno, à 50 km de Baga, dans la perspective de l'offensive pour reprendre la ville, ont indiqué des sources militaires et des membres de milices civiles combattant aux côtés de l'armée, sous condition d'anonymat. « Des moyens militaires ont été déployés à Monguno en préparation d'une opération visant à reprendre Baga aux terroristes de Boko Haram » a déclaré un officier de l'armée nigériane. Des habitants de Monguno ont affirmé avoir vu 40 camions militaires transporter des troupes dans la ville dimanche soir. « L'ordre a été donné de reprendre Baga aux terroristes de Boko Haram » a indiqué une autre source militaire. « L'offensive va bientôt commencer » a-t-elle précisé. Une milice civile combattant aux côtés de l'armée va participer aux opérations pour la reprise de Baga, a confirmé un de ses membres. Dans la ville, les djihadistes parcourent les rues, maison après maison, pour trouver et tuer des miliciens, ont témoigné des habitants auprès de l'AFP. En janvier 2015, Boko Haram avait déjà pris le contrôle de Baga, tuant des centaines d'habitants. La ville avait ensuite été reprise mais les djihadistes continuent d'attaquer l'armée et les civils dans cette zone qui est un bastion de l'ISWAP. Après la prise de Baga, Boko Haram contrôle la majorité des rives du lac Tchad, selon des sources de sécurité.

*(Africa N°1, le 31-12-2018)*

### **Nouvelles attaques de Boko Haram contre des bases militaires dans le nord-est du Nigeria...**

Au Nigeria, plusieurs attaques attribuées à Boko Haram ont visé des bases militaires dans le nord-est. Informations rapportées par des sources militaires et sécuritaires qui pointent du doigt la branche sahélienne de l'État islamique. Les attaques remontent à mardi.

*(Médi-1, le 03-01-2019)*

Le groupe djihadiste Boko Haram a attaqué au moins trois bases militaires dans le nord-est du Nigeria, ont annoncé mercredi des sources militaires et de sécurité. Des combattants du groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), une faction de Boko Haram affiliée aux djihadistes de l'État islamique, ont envahi mardi ces bases situées dans l'État de Borno, ont indiqué à l'AFP des sources

militaires et des membres des milices combattant aux côtés de l'armée. Boko Haram a intensifié, ces derniers mois, ses attaques contre des cibles militaires dans les États de Borno et de Yobe, prenant d'assaut des bases militaires et tuant plusieurs dizaines de soldats. « Ils ont d'abord délogé des soldats à un poste de contrôle à Kimba, près de Biu. Ils ont ensuite pris le contrôle d'un autre poste à Sabon Gari, à cinq kilomètres de là » a affirmé un officier de l'armée nigériane. Les djihadistes ont également attaqué une autre base à Wajirko, selon un membre des milices dans la région. « Lundi, ils s'en étaient pris à des militaires dans le village de Buni Gari, dans l'État voisin de Yobe, occasionnant des pertes » a déclaré un officier de l'armée. « Les soldats ont été submergés et forcés de battre en retraite après de violents combats avec les terroristes » a-t-il ajouté. L'ISWAP a revendiqué ces attaques, affirmant avoir tué quatorze soldats et en avoir pris un autre en otage, selon le Centre américain spécialisé dans la surveillance de la mouvance djihadiste (*SITE*). L'armée nigériane a également affirmé avoir perdu un hélicoptère lors d'une tentative des combattants djihadistes de s'emparer d'une autre base, mercredi, à Damasak, sans plus de précisions. La semaine dernière, les djihadistes de Boko Haram ont pris le contrôle de la ville stratégique de Baga, un important port de pêche sur le lac Tchad.  
(*Africa N°1, le 03-01-2019*)

### **L'armée nigérienne annonce avoir éliminé plusieurs centaines de membres présumés de Boko Haram...**

L'armée du Niger a lancé des opérations terrestres et aériennes contre le groupe djihadiste Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, dans le sud-est du pays, tuant plus de 200 terroristes, indique mercredi soir un communiqué du ministère nigérien de la Défense. Cette vaste opération de ratissage lancée le 28 décembre 2018 est concentrée le long de la rivière Komadougou qui sert de frontière naturelle entre le Niger et le Nigeria, et sur les îles du lac Tchad, poursuit le communiqué lu à la télévision d'État.

(*La voix de l'Amérique, le 03-01-2019*)

L'armée du Niger a lancé des opérations terrestres et aériennes contre le groupe djihadiste Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, dans le sud-est du pays, tuant plus de 200 terroristes, indique mercredi soir un communiqué du ministère de la Défense. « Les actions combinées des troupes au sol et de l'aviation ont donné le bilan provisoire suivant à la date du 2 janvier 2019 : côté ennemi, plus de 200 terroristes mis hors d'état de nuire suite aux frappes aériennes et 87 autres neutralisés par les troupes au sol » précise le communiqué lu à la télévision d'État. Cette vaste opération de ratissage lancée le 28 décembre 2018 est concentrée le long de la rivière Komadougou qui sert de frontière naturelle entre le Niger et le Nigeria et sur les îles du lac Tchad, poursuit le texte. Les zones visées sont des espaces très marécageux qui servent de repères aux combattants de Boko Haram. « Aucune perte, ni en vie humaine ni en matériel, n'est à déplorer dans les rangs des militaires nigériens assure le ministère. Les djihadistes ont également subi des pertes matérielles avec huit pirogues détruites et trois véhicules - dont celui de la société française Foraco, emporté lors de l'attaque des djihadistes le 22 novembre contre la localité de Toumour dans la même zone - souligne le communiqué. En outre, l'armée a saisi deux mitrailleuses, deux lance-roquettes RPG, des armes d'assaut, 2 000 cartouches de divers calibres ainsi que des téléphones portables. Cette offensive des forces nigériennes intervient un mois après que l'armée nigérienne a dit craindre des attaques de Boko Haram contre ses positions dans cette zone début 2019. Niamey reste surtout préoccupée par la situation au Nigeria voisin où des bases militaires ont été défaits récemment par Boko Haram, avait déclaré début décembre Kalla Moutari, le ministre de la Défense du Niger devant le Parlement. « Les combattants de Boko Haram ont pu se ravitailler en matériel, ils ont pu se revigorer » a souligné M. Moutari qui craint des attaques des djihadistes contre les forces nigériennes à partir de janvier 2019, période qui correspond au début du retrait des eaux de la Komadougou. La rivière empêche généralement les incursions des insurgés nigériens sur le sol nigérien. Le 29 novembre, les présidents des quatre États riverains du lac Tchad, Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun, ont demandé lors d'une réunion à N'Djamena, le soutien de la communauté internationale dans la lutte contre Boko Haram.

(*Africa N°1, le 03-01-2019*)

### **L'état d'urgence décrété dans plusieurs provinces du Burkina Faso afin de lutter contre les djihadistes...**

En proie à des attaques djihadistes récurrentes et meurtrières, le Burkina Faso a décrété lundi l'état d'urgence dans plusieurs provinces du Burkina Faso. « Le président du Faso a décidé de déclarer l'état

d'urgence dans certaines provinces du Burkina Faso. Il a également donné des instructions pour des dispositions sécuritaires particulières sur toute l'étendue du territoire » a déclaré le ministre de la Communication Remis Fulgance Dandjinou, à la sortie d'un conseil des ministres extraordinaire sur la situation sécuritaire. L'état d'urgence accorde notamment des pouvoirs supplémentaires aux forces de sécurité, dont celui de procéder à des perquisitions à domicile, de jour et de nuit. Certaines libertés fondamentales peuvent être restreintes, comme la liberté de circulation. Cette annonce fait suite à une rencontre avec la hiérarchie militaire, convoquée après la mort de dix gendarmes, tués jeudi dans une embuscade à Toeni, une localité située au nord-ouest de Ouagadougou. D'abord concentrées dans le nord du pays, ces attaques se sont ensuite étendues à d'autres régions dont celle de l'est, frontalière du Togo et du Bénin, qui est désormais une deuxième grande zone d'insécurité. Les forces burkinabées semblent incapables d'enrayer le mouvement et les djihadistes étendent leur influence sur des zones de plus en plus grandes, tandis que beaucoup critiquaient l'apathie des autorités. L'état d'urgence concerne plusieurs provinces à l'intérieur de sept régions sur les treize que compte le pays, a indiqué M. Dandjinou, citant les régions des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-est, de l'Est, du Nord et du Sahel. La liste des provinces concernées sera précisée dans un décret présidentiel. « Ces dispositions ont pour objectif d'assurer avec sérénité et efficacité la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso et de ramener la quiétude au sein des populations » a-t-il justifié. *(Africa N°1, le 01-01-2019)*

### **Un gouverneur attaqué par des inconnus armés dans le nord-ouest du Cameroun...**

Le gouverneur de la région anglophone du nord-ouest du Cameroun a été attaqué lundi par des hommes armés à Bamenda qui ont blessé un des policiers chargé de la sécurité de l'administrateur. La riposte des policiers qui l'accompagnaient a permis de repousser rapidement les assaillants, a assuré une source sécuritaire. Aucun des groupes séparatistes connus en zone anglophone n'a revendiqué l'attaque.

*(La voix de l'Amérique, le 02-01-2019)*

Le gouverneur de la région anglophone du nord-ouest du Cameroun a été attaqué lundi par des hommes armés à Bamenda, qui ont blessé un des policiers chargés de la sécurité de l'administrateur, a-t-on appris de sources concordantes. Le gouverneur Adolphe Lele revenait à son domicile lundi à la nuit tombée quand il a été visé par des tirs au cours d'une embuscade dans un des quartiers de Bamenda, chef-lieu d'une région en proie à des violences régulières entre armée et séparatistes anglophones, ont indiqué des sources sécuritaire et proches de M. Lele. « La riposte des policiers qui l'accompagnaient a permis de repousser rapidement les assaillants » a assuré une source sécuritaire, ajoutant qu'un policier a été blessé dans l'assaut. Aucun des groupes séparatistes connus en zone anglophone n'a revendiqué l'attaque. Dans le nord-ouest, le couvre-feu a été suspendu jusqu'au 3 janvier à l'occasion des fêtes de fin d'année.

*(Africa N°1, le 02-01-2019)*

## **... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...**

### **En Russie, arrestation d'un ressortissant américain accusé d'espionnage...**

Le département d'État américain a annoncé lundi qu'il avait été informé par la Russie de l'arrestation d'un ressortissant américain accusé d'espionnage par Moscou. « Nous sommes au courant de la mise en détention d'un citoyen américain par les autorités russes » a indiqué dans un communiqué un porte-parole du département d'État, ajoutant avoir été formellement notifié de cette arrestation par le ministère russe des Affaires étrangères. Le porte-parole a précisé que les États-Unis avaient demandé un droit de visite consulaire, et espéraient que les autorités russes le leur accorderaient. Le Service fédéral de sécurité (FSB) de Russie a déclaré lundi avoir arrêté pour espionnage Paul Whelan, un ressortissant américain, il y a trois jours de cela. Le suspect a été appréhendé alors qu'il se livrait à des activités d'espionnage vendredi dans la capitale russe, a déclaré le FSB dans un communiqué, sans fournir plus de détails. L'agence a ouvert une enquête pénale contre M. Whelan. Le placement en détention de M. Whelan survient peu après que Maria Butina, une ressortissante russe, a plaidé coupable de conspiration le 13 décembre devant un tribunal de Washington. Elle a admis avoir agi en tant qu'agent étranger non déclaré sur le sol américain, dans le but de promouvoir les intérêts de Moscou.

*(Radio Chine internationale, le 01-01-2019)*

La Russie a arrêté un citoyen américain soupçonné d'espionnage, ont annoncé ce lundi les services secrets russes du FSB. L'Américain, nommé Paul Whelan par les Russes, a été arrêté le vendredi 28 décembre alors qu'il commettait un acte d'espionnage, ont révélé les services secrets russes dans un communiqué. Une procédure pénale a été ouverte au titre de l'article 276 du code pénal, qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison, ont-ils précisé.  
(*Press TV, le 01-01-2019*)

### **En Russie, un ressortissant américain inculpé d'espionnage...**

Un Américain a été inculpé d'espionnage en Russie. Cet homme de 48 ans directeur de la sécurité internationale d'un fabricant de pièces détachées automobiles a été arrêté à Moscou la semaine dernière. Il nie les faits qui lui sont reprochés. Le FSB, le service de contre-espionnage russe affirme l'avoir interpellé alors qu'il commettait un acte d'espionnage.  
(*Radio Vatican, le 01-01-2019*)

## **... MILITAIRE ...**

### **La Corée du Nord aurait récemment procédé au test d'un système de guidage pour missile balistique...**

La presse japonaise a rapporté ce dimanche que d'après certaines sources militaires et diplomatiques, la Corée du Nord aurait effectué des tests balistiques en décembre. « La Corée du Nord a poursuivi le développement de ses missiles balistiques intercontinentaux, malgré l'arrêt du lancement de ses missiles, en testant en décembre le système radio de téléguidage de missiles » a écrit dimanche le site *Yomiuri Shimbun*. Le site souligne que malgré les sanctions qui limitent l'approvisionnement en pétrole de la Corée du Nord, l'armée nord-coréenne continuerait ses essais balistiques à son niveau habituel. Le site ajoute que les tests de système radio de téléguidage au sol se réalisent souvent avant le lancement d'un missile balistique intercontinental, ce qui serait probablement un signe d'un test imminent d'un missile balistique par la Corée du Nord, selon des sources japonaises. « L'armée américaine, les forces militaires japonaises et l'armée sud-coréenne surveillent en permanence la Corée du Nord pour détecter des ondes radio liées au test du système de téléguidage des missiles intercontinentaux » ajoute le site. D'après des sources japonaises, les nouveaux tests nord-coréens auraient deux objectifs : premièrement, réagir à l'absence de progrès dans les négociations avec les États-Unis qui pourraient alléger les sanctions contre P'yongyang ; deuxièmement, ces tests seraient absolument nécessaires pour développer les plans balistiques de la Corée du Nord. Les autorités militaires japonaises, sud-coréennes et américaines estiment que la Corée du Nord a maintenu une partie de ses capacités militaires et balistiques, ce qui lui permettrait de reprendre facilement le lancement de ses missiles. *The Yomiuri Shimbun* ajoute que l'analyse d'images satellite et d'autres données montrerait que depuis début 2018, la marine et l'armée de l'air de la Corée du Nord se sont entraînées à peu près au même niveau que pendant les années précédentes.  
(*Press TV, le 31-12-2018*)

### **Washington envisagerait de mener des exercices de missiles antinavires au large d'Okinawa...**

L'armée américaine envisage des exercices de missiles antinavires près d'Okinawa, dans l'extrême sud du Japon. Une première dans le but de renforcer ses moyens de défense en cas d'imprévus dans le Pacifique pouvant impliquer la Chine, selon un journal japonais. La montée en puissance militaire rapide de la Chine énerve ses voisins asiatiques. Le chef de la défense japonaise a déclaré l'an passé que la Chine avait intensifié de manière unilatérale ses activités militaires. Pékin assure qu'il s'agit de légitime défense.  
(*La voix de l'Amérique, le 03-01-2019*)

Le quotidien nippon *Sankei Shinbun* a annoncé jeudi que l'armée américaine a informé le Japon de son intention de transférer des missiles sol-mer à Okinawa pendant l'année en cours, dans le but de lancer des manœuvres balistiques. Ce journal prétend que ces exercices auraient lieu dans le but de repousser toute attaque éventuelle de la Chine et d'éliminer les missiles sol-mer en mer de Chine. Les experts estiment que la recrudescence des activités maritimes du Japon fait partie de la première étape des projets de ce pays visant à contrôler, sous la surveillance US, les eaux de la région. Tokyo dit être menacé par la Chine qui aurait multiplié des patrouilles maritimes proches des îles reliant Okinawa, Taïwan et les Philippines. Les systèmes lance-roquettes multiples américains *Himars* développés par



Lockheed Martin sont également impliqués dans ces manœuvres. Tokyo est de plus en plus manipulé par son allié américain qui poursuit ses agissements en mer de Chine. En Asie, et malgré de vastes agissements de l'administration US, les résultats sont loin d'être là.  
(Press TV, le 03-01-2019)

### **Les forces russes projettent sept exercices conjoints avec des armées étrangères en 2019...**

Les forces terrestres russes envisagent de mener sept exercices militaires conjoints en 2019 avec des armées étrangères, a indiqué mercredi le ministère russe de la Défense dans un communiqué de presse. Les troupes russes démontreront leurs compétences en Égypte, en Inde, en Mongolie et au Tadjikistan, où elles participeront respectivement aux manœuvres *Friendship Arrow 2019*, *Indra 2019*, *Selenga 2019* et *Unbreakable Brotherhood 2019*. Des exercices conjoints Russie-Laos seront organisés pour la première fois, selon le ministère. Les unités du district militaire sud de la Russie accueilleront également les soldats algériens et pakistanais sur leurs terrains d'entraînement, a poursuivi le ministère. Ces manœuvres seront orientées vers le maintien de la paix et les participants s'entraîneront à combattre les formations armées illégales, a ajouté le ministère.

(Radio Chine internationale, le 03-01-2019)

### **Le test d'une Massive Ordnance Air Blast Bomb aurait été effectué par l'armée chinoise...**

La Chine annonce avoir testé sa version de la « mère de toutes les bombes », cette méga-bombe dont la puissance n'est inférieure qu'à celle des armes nucléaires. Cette nouvelle est annoncée presque simultanément aux propos du président chinois Xi Jinping, s'exprimant lors de la réunion de la Commission militaire centrale de la Chine à Pékin, qui a évoqué la situation particulière de la Chine et appelé les forces militaires à se préparer à la guerre. Bien remontée par les provocations incessantes des Américains en mer de Chine et ailleurs, la Chine a dévoilé sa première *Massive Ordnance Air Blast Bomb* (MOAB). L'entreprise publique d'armement chinoise Norinco a diffusé pour la première fois des images montrant la version chinoise de la « mère de toutes les bombes », ainsi que ses tests. D'après les images, c'est le bombardier chinois H-6K qui a réalisé le largage de cette bombe laquelle a provoqué une gigantesque explosion. Les sources chinoises tiennent toutefois secrets la date et le lieu de cette explosion. Les sources russes estiment que la bombe pourrait être thermobarique. L'essai de la MOAB chinoise intervient alors que le président chinois a appelé, samedi 5 janvier, à Pékin, les forces armées chinoises à se tenir prêtes pour une grande guerre. « Les forces armées devront élargir leur perception des dangers, des crises et des guerres à venir » a dit le président qui a demandé la promotion des capacités opérationnelles de l'état-major de l'armée qui devra être à même d'intervenir très rapidement en cas de conflit.

(Press TV, le 05-01-2019)

## **... CYBERGUERRE ...**

### **Plusieurs quotidiens américains victimes d'une attaque informatique...**

Une cyberattaque ciblant les activités du *Los Angeles Times*, un grand journal américain, a provoqué des retards dans la distribution du quotidien, incitant le département de la Sécurité intérieure à mener son enquête pour élucider les causes de ce piratage informatique. Le système d'information et d'impression du *Los Angeles Times* est perturbé depuis jeudi soir. Certains contenus n'ont ainsi pas pu être envoyés pour impression. Le *Los Angeles Times* n'a pu être distribué dans certaines régions. Le *Chicago Tribune* et un autre journal en Floride ont eux aussi vu leur distribution et leur impression perturbées, ces derniers utilisant le même système. Selon le *Los Angeles Times*, ce piratage informatique aurait eu lieu hors des États-Unis. L'attaque aurait pris la forme d'un logiciel malveillant. Pour d'autres médias américains, le groupe de hackers nord-coréens *Lazarus* pourrait être à l'origine de l'attaque. Il est connu pour avoir eu auparavant recours au même logiciel malveillant. Le *Los Angeles Times* a déclaré à la *NHK* dimanche que les pannes du système n'ont pas été complètement réglées.

(Radio Japon international, le 31-12-2018)

### **Au lendemain des élections, le gouvernement de RDC bloque l'accès à internet...**

L'accès à internet et aux réseaux sociaux a été coupé sur instruction du gouvernement en République démocratique du Congo, lundi, au lendemain des élections générales, ont indiqué des opérateurs à l'AFP. L'équipe de campagne du candidat d'opposition Martin Fayulu a accusé les autorités de couper

internet pour éviter la diffusion d'une vague de procès-verbaux qui confirment la victoire écrasante du candidat. « Cher client, sur instruction du gouvernement, nos services internet sont suspendus pendant une période indéterminée » a indiqué le fournisseur d'accès Global dans un SMS reçu par l'AFP. « C'est le gouvernement qui a coupé » a aussi déclaré un représentant de l'opérateur de téléphonie mobile Vodacom à l'AFP qui s'étonnait de problèmes d'accès à internet à Kinshasa. L'accès aux données sur les réseaux Airtel et Vodacom est coupé, a aussi constaté l'équipe de l'AFP à Goma et à Beni, dans le Nord-Kivu, à 2 000 km de la capitale. L'accès au réseau *Whatsapp* était également impossible à Lubumbashi sur Vodacom. Vodacom et Airtel sont les principaux réseaux de téléphonie mobile en RDC avec le français Orange. « Je suis désolé d'apprendre juste avant d'entrer dans la salle que l'on a coupé l'internet » a déclaré à la presse le secrétaire général de la Conférence des évêques (Cenco), qui a rendu compte des résultats de la mission d'observation électorale de l'Église catholique. Dans son communiqué initial, l'abbé Donatien Nshole félicitait le gouvernement d'avoir assuré le bon fonctionnement d'internet et des SMS, dimanche, lors de la journée de vote. Les échanges SMS fonctionnaient encore lundi matin, a constaté l'AFP à Kinshasa sur les réseaux Airtel et Vodacom. « On va commencer le filtrage de l'accès internet » avait indiqué à l'AFP en début de matinée une source qui ne souhaite pas être citée, précisant qu'il s'agissait de bloquer les images et les vidéos sur les réseaux sociaux. La coupure intervient alors que des résultats de bureaux de vote étaient diffusés sur *Twitter*. « Coupure imminente d'internet ! Face à la vague des procès-verbaux des résultats qui confirment la victoire écrasante de @MartinFayulu, l'ANR a instruit les opérateurs de bloquer internet pour empêcher la remontée des données vers les centres de compilation » a accusé sur *Twitter* un soutien de M. Fayulu, Olivier Kamitatu. M. Kamitatu est en charge de la communication et des nouvelles technologies de l'information dans l'équipe de campagne de M. Fayulu.  
(*Africa N°1, le 31-12-2018*)

### **Les données personnelles de centaines de personnalités allemandes piratées...**

Le gouvernement allemand a ouvert une enquête sur une importante faille informatique ayant permis la publication en ligne de données personnelles de centaines de personnalités publiques et de politiciens. La presse locale explique que les informations incluent les numéros de téléphone, les données des cartes de crédit, les photos des personnes et le contenu de discussions en ligne. Toujours selon les médias, l'adresse électronique et le numéro de fax de la chancelière Angela Merkel auraient été diffusés. Un porte-parole a expliqué qu'apparemment, aucune information classifiée la concernant ou concernant ses activités n'a été dévoilée. La ministre de la Justice, Katarina Barley, a évoqué une attaque grave. Le ministère de l'Intérieur a expliqué que la fuite serait partie d'un compte piraté de courrier électronique, d'un réseau social ou d'un service de stockage en ligne. Rien n'indique que les systèmes des Parlement et gouvernement allemands soient affectés. Un compte *Twitter* a commencé à diffuser les informations avant Noël. Les autorités n'ont découvert la faille que jeudi. *Twitter* a supprimé le compte le lendemain.

(*Radio Japon international, le 05-01-2019*)

Après le piratage des données de centaines de politiciens et personnalités du monde des médias en Allemagne, Berlin finit par demander à la CIA de lancer une enquête. Pour de nombreux analystes, cette cyberattaque, la plus grande de l'histoire de l'Allemagne, est une tentative destinée à déstabiliser l'équipe au pouvoir surtout que les premiers commentaires médiatiques tendent à pointer du doigt la Russie. « Berlin a demandé à la CIA d'ouvrir une enquête sur la diffusion sur *Twitter* des données personnelles de responsables politiques, journalistes et vedettes allemands, dont Angela Merkel » peut-on lire sur le site de *Sky News Arabia*, quelques heures après la diffusion de l'information. Cartes bancaires, documents d'identité, numéros privés et photos de famille de personnalités politiques et du monde des médias en Allemagne ont été diffusés sur *Twitter*, ont rapporté les médias allemands. « Plus de 300 personnalités politiques de tous bords sont touchées, à l'exception notable du parti d'extrême droite, l'AfD. En revanche, aucune information sensible concernant le gouvernement ou la chancelière Angela Merkel n'a été dévoilée » a assuré vendredi une porte-parole du gouvernement, affirme *Le Figaro*.

(*Press TV, le 05-01-2019*)

## **... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...**

**Des trafiquants soudanais auraient livré des armes à des rebelles musulmans de Centrafrique...**  
Des rebelles musulmans, qui avaient brièvement pris le pouvoir en Centrafrique en 2013, se sont faits

livrer des armes venant de trafiquants au Soudan, bien qu'ils soient impliqués dans des pourparlers de paix, selon un rapport d'experts de l'ONU. Ce comité, chargé du suivi des sanctions contre la Centrafrique, a précisé que les leaders de l'ex-Séléka se réarmaient face au déploiement, dans les zones sous leur influence, de troupes gouvernementales nouvellement formées. « L'arrivée d'armes du Soudan, constatée depuis janvier 2018, a abouti à ce que des combattants de l'UPC et du FPRC soient de plus en plus aperçus avec des pistolets et des fusils d'assaut type AK, tout comme des lance-grenades et des mitrailleuses installés sur leurs véhicules » précise ce document adressé au Conseil de sécurité. L'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) sont deux factions issues de l'ex-Séléka, rébellion majoritairement composée de musulmans du nord du pays qui avait pris le pouvoir à Bangui entre mars 2013 et janvier 2014. En réponse, des milices d'auto-défense antibalaka, composées de Centrafricains en majorité chrétiens et animistes, avaient mené une contre-offensive. Depuis 2013, l'ONU interdit à la Centrafrique de se procurer des armes et des munitions. Mais le Conseil de sécurité a approuvé les envois d'armes de France, Russie, Chine, des États-Unis et de la Belgique afin de consolider une armée centrafricaine mal équipée. Des formateurs militaires - de Russie et de l'Union européenne - ont également été envoyés dans le pays. « Pour renforcer leur position militaire en vue du futur dialogue et se préparer à une possible confrontation avec les forces nationales de sécurité et de défense, les groupes de l'ex-Séléka ont continué à acquérir des armes » estiment ces experts. Selon ce rapport, la faction UPC a reçu une livraison de fusils d'assaut, de mitrailleuses et de munitions en avril, et un nouvel accord a été passé en septembre avec les trafiquants soudanais équivalant à 165 000 dollars. L'Union africaine tente depuis juillet 2017 de faire s'asseoir autour de la table des négociations les groupes armés et le gouvernement. Ce rapport a été publié cette semaine avant un vote au Conseil de sécurité attendu autour du 30 janvier et portant notamment sur le renouvellement de l'embargo sur les armes. Le mois dernier, la mission de paix de l'ONU en Centrafrique a été renouvelée par le Conseil, qui prévoit le maintien jusqu'au 15 novembre 2019 d'une force de casques bleus (MINUSCA) pouvant comprendre jusqu'à 11 650 militaires et 2 080 policiers.

*(Africa N°1, le 03-01-2019)*

**Renseignor**  
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
148 rue de l'Université – 75007 Paris  
Tel.: 01 78 42 26 67